



- **Evacuation de la jungle de Calais : une histoire sans fin**

L'évacuation prétendument « totale » de « la jungle » de Calais et le démantèlement progressif du camp qui ont commencé lundi 24 octobre, **après des années d'occupation illégale du site sans que l'Etat ne réagisse**, constituent, faute d'une politique visant à arrêter l'accueil des migrants (et par extension à arrêter l'immigration massive), un coup d'épée dans l'eau qui n'empêchera aucunement l'émergence de nouveaux camps dans la région de Calais ou ailleurs en France.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, dès lors que le flux des migrants arrivant sur notre territoire se maintient à un niveau aussi élevé qu'aujourd'hui, nous continuerons d'assister au développement anarchique de bidonvilles du type de celui de Calais sur notre territoire.

En outre, le plan de répartition des migrants de « la jungle », qui comptait officiellement environ 10 000 individus (essentiellement des hommes adultes), est de nature à créer de nombreux problèmes dans les villes et villages d'accueil dont les populations n'ont jamais été consultées.

Comme on l'a vu avec Sangatte, **la disparition de la jungle de Calais, si elle est une exigence en termes d'ordre public, n'est donc pas une réponse suffisante** au regard du problème global que pose l'arrivée massive de migrants dans notre pays.

Résoudre durablement cette crise migratoire sur le sol français nécessiterait de mettre un terme à la folle politique d'accueil des migrants voulue par l'Union européenne et qui n'a rien de la politique « humaniste » vendue par le gouvernement.

En effet, **il n'y a rien d'humaniste à faire le jeu des passeurs criminels en recevant des individus entrés illégalement sur notre territoire ; il n'y a rien d'humaniste à permettre l'émergence de bidonvilles en France** (preuve de l'incapacité de notre pays à faire face, ne serait-ce qu'au niveau de ses structures d'accueil) où prospèrent toutes les formes d'insécurité (physique, matérielle, sanitaire, sociale), pour les migrants eux-mêmes comme pour les riverains ; **il n'y a rien d'humaniste à faire croire à des populations en manque de tout, très éloignées de notre culture, qu'elles pourraient avoir un avenir en France** alors que notre pays n'a rien à leur offrir (à commencer par de l'emploi) et que l'immigration massive y est déjà à l'origine de problèmes sociaux et identitaires conséquents.

Il faut donc se libérer des contraintes européennes, rejeter les plans de répartition forcés, retrouver des frontières nationales et réformer le droit d'asile pour le ramener à sa conception d'origine : celle de la protection contre des persécutions politiques. La « jungle » de Calais est en effet directement reliée à la question de l'asile.

Alors que les demandes d'asile vont franchir cette année la barre symbolique des 100 000 demandes déposées, faisant définitivement du droit d'asile une filière à part entière de l'immigration massive en France, **le Front National réclame que les demandes soient traitées et instruites dans des camps de réfugiés internationaux gérés par le HCR.**

L'humanité consiste à agir beaucoup plus fortement à l'international pour que, d'une part, les migrants soient pris en charge à proximité de leur pays d'origine et, d'autre part, que notre politique étrangère cesse d'inciter à la déstabilisation de territoires entiers, notamment en Libye et en Syrie où le seul ennemi à combattre doit être l'Etat islamique et ses supplétifs.

- **CETA : temporairement mis en échec par la Wallonie, la menace demeure.**

L'impossibilité pour le gouvernement belge de signer le Traité CETA de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, du fait du **refus courageux de la Wallonie de donner son aval, marque un coup d'arrêt salutaire au processus d'adoption de ce Traité particulièrement néfaste**, sur lequel aucun peuple d'Europe n'a été consulté.

Cependant, cette mise en échec ne doit pas nous faire baisser la garde. La Commission européenne, qui avait déjà multiplié les menaces, pressions et ultimatums contre la Wallonie, cherche à présent des voies pour contourner juridiquement l'obstacle posé par le refus wallon.

Le Traité CETA n'est donc pas mort et enterré. De même, les négociations autour du TAFTA, son frère jumeau pour un Traité de libre-échange total avec les Etats-Unis -menace autrement plus massive-, continuent de leur côté.

La vraie nature de l'Union européenne fait que nous devons donc rester extrêmement vigilants. Comme l'a rappelé Marine le Pen, **l'Union européenne est « une institution technocratique et totalitaire qui s'emploie à imposer aux peuples, par la contrainte et le chantage, des normes qu'ils ne veulent pas, dans le seul intérêt des grandes multinationales et des puissances d'argent ».**

Le CETA et le TAFTA en sont deux illustrations parfaites que seule une arrivée au pouvoir de Marine Le Pen - pour ce qui est de la France- serait de nature à mettre échec de manière définitive.

- **Mouvement social des policiers : le plein soutien du Front National**

Le mouvement social spontané des policiers français, initié à la suite de la tentative de meurtre particulièrement barbare d'agents de police à Viry-Châtillon, ne faiblit pas. Chaque soir depuis le 17 octobre, dans de nombreuses villes de France, des milliers de policiers se mobilisent en silence ou défilent pour exprimer leur colère et leur malaise légitime face à une hiérarchie et à un pouvoir politique sourds à leur détresse et à leurs revendications.

Ce mouvement historique, tant par sa nature (les policiers étant astreints à un devoir de réserve) que par son ampleur et sa durée, bénéficie d'un soutien massif de la population (91% selon un sondage IFOP), laquelle rejoint d'ailleurs parfois physiquement les différents rassemblements, de même que d'autres professions confrontées à la même violence sur le terrain (pompiers, infirmiers, etc.).

Très tôt, le Front National, par la voix de Marine Le Pen, a exprimé son plein soutien à ce mouvement social absolument légitime. Cela a été d'autant plus évident que les revendications portées par les policiers font très précisément écho aux propositions formulées par le Front National de longue date, telles que :

- **l'instauration d'une présomption de légitime défense**, pour sécuriser juridiquement l'action des forces de l'ordre sur le terrain ;

- **le renforcement des moyens humains**, par une reconstitution des effectifs de police et de gendarmerie détruits par Nicolas Sarkozy (12 500) ;

- **le renouvellement du matériel** (armement, véhicules, gilets, etc.) pour l'adapter aux nouvelles menaces, notamment de nature terroriste.

Enfin, les accusations grotesques portées par le Parti Socialiste, accusant à demi-mots le Front National d'avoir organisé ce mouvement de protestation, au motif que selon différents instituts de sondages les policiers et gendarmes s'apprêteraient à voter massivement pour Marine Le Pen en 2017, relèvent du complotisme le plus idiot et marquent un refus idéologique de regarder en face les échecs d'une politique sécuritaire inconséquente, tant pour les citoyens que pour les forces de l'ordre.

Auteur : Joffrey Bollée